

L'Intégrisme islamiste en Algérie

Avec l'Égypte, l'Algérie est actuellement le pays qui est le plus en proie au terrorisme intégriste. Une véritable spirale de violence s'est installée dans le pays - ou, plus exactement, dans le nord du pays - depuis que les militaires ont décidé d'annuler le deuxième tour des élections en décembre 1991.

Un bref rappel des faits. En juin 1990, des élections communales ont lieu en Algérie. Le Front Islamique du Salut (FIS) obtient 55,4% des voix. Fin décembre 1991, les Algériens sont à nouveau appelés aux urnes, cette fois pour élire leurs députés. Il s'agissait là des premières élections législatives vraiment libres depuis l'accession à l'indépendance. Deux tours étaient prévus. Or le deuxième tour n'eût jamais lieu. Constatant, après le premier tour, que les militants FIS risquaient d'obtenir une majorité absolue des sièges au Parlement algérien, les militaires décidèrent purement et simplement de suspendre le processus démocratique. Les chars étaient envoyés dans les

rues d'Alger et le couvre-feu était proclamé. Ce dernier est d'ailleurs toujours en vigueur à Alger, avec la défense de sortir de 23h30 à 4h30.

La réaction des islamistes à cette annulation fut des plus vives, et secoue encore l'Algérie. Depuis 1991, les attentats n'en finissent pas, prenant surtout pour cible des policiers, des soldats, des hommes politiques - du plus insignifiant au chef de l'Etat, en passant par les ministres-, ou encore des intellectuels. Un attentat particulièrement sanglant détruisit, il y a 2 ans, l'aéroport national d'Alger, qui ne fut réouvert que cet été, 1993. La répression de la part du pouvoir fut toute aussi violente. Arrestations, tortures, condamnations à mort, exécutions. Le pays semble au bord de la guerre civile.

Les causes du succès en Algérie de l'intégrisme sont nombreuses. Il y a tout d'abord le chômage et la désaffection de la jeunesse algérienne. Dans un pays à démographie galopante, les chances de trouver un

emploi deviennent de plus en plus minces. S'y ajoute le caractère socialiste de l'économie algérienne, qui entrave l'initiative personnelle. Il y a ensuite la corruption des hommes politiques au pouvoir et leur habitude de pratiquer la langue de bois. Le vote islamiste lors du premier tour des élections de 1991 ne traduisait pas tellement un soudain enthousiasme pour l'Islam, mais plutôt un rejet du système en place. Les gens du FIS parlaient un langage clair et nommaient les choses avec leur nom, à l'opposé des hommes politiques traditionnels.

La question qui se pose ici est de savoir si le gouvernement a eu raison d'annuler le deuxième tour des élections. Certains diront que oui, arguant que la conquête de la direction du pas par le FIS aurait conduit l'Algérie dans le Moyen-âge, L'Algérie aurait subi le sort de l'Iran de Khomeiny. D'autres rétorqueront a) que la population, qui n'a pas vraiment voté pour le FIS, mais contre les dirigeants corrompus, aurait résisté à un tel retour en arrière, et b) qu'un processus démocratique, une fois mis en place, ne doit pas être arrêté, sous peine de tourner à la farce. Ils ajouteront que la spirale de violence qui a été déclenchée par l'annulation du deuxième tour est peut-être pire que la prise du pouvoir par le FIS dans le cadre d'élections libres.

Dans leur lutte contre le FIS, les dirigeants algériens s'inspirent sans conteste de l'exemple tunisien. En proie à une montée de l'intégrisme islamiste il y a quelque années encore, la Tunisie semble avoir

réussi à se débarrasser de la menace intégriste. Interdictions, arrestations, torture, condamnations, exécutions jalonnent la route suivie par la Tunisie pour se débarrasser du phénomène intégriste. Et le remplacement de Houari Boumédiène par le président Ben Ali il y a six ans semble également avoir joué un rôle. Ben Ali se veut l'incarnateur d'une autre politique, d'une politique plus démocratique et transparente. Ce qui ne l'empêche pas de favoriser un système de culte de la personnalité, comme j'ai moi-même pu m'en rendre compte l'automne passé, lors de la célébration du cinquième anniversaire de la prise du pouvoir par Ben Ali.

Je ne pense pas que la répression conduira à une solution du problème intégriste en Algérie. Et je suis également pessimiste quant aux possibilités d'une paix entre les intégristes et le pouvoir en place. L'Algérie me semble basculer toujours plus dans la guerre civile. Le pouvoir n'a pas su gérer correctement la chance qu'il avait voulu donner au pays par l'organisation d'élections législatives libres. A mon avis - et c'est là aussi l'avis d'un fonctionnaire algérien avec lequel j'ai pu m'entretenir, ainsi que de beaucoup d'Algériens-, le gouvernement aurait dû respecter le résultat des urnes, et céder la place aux islamistes. Je pense que le peuple algérien aurait constitué un rempart suffisant contre le danger d'un retour à l'obscurantisme.

Norbert Campagna